



## L'ANDC.CIO a lu le rapport Larcher

Avril 2012

Le rapport tel qu'il est publié sur le site de l'Elysée ne comporte pas la reproduction de la lettre de mission confiée à Gérard Larcher par le président de la république.

Or, cette lettre comporte des demandes de propositions téléguidées :

« La formation professionnelle, c'est un passeport pour l'emploi des jeunes : 8 jeunes sur 10 qui s'engagent dans les formations en alternance trouvent à l'issue de leurs études un emploi. »

« Enfin, il nous faut renforcer le lien entre formation initiale formation continue de manière à faciliter l'insertion dans l'emploi des jeunes. C'est le sens de l'action conduite par le gouvernement pour développer la formation en alternance et de la proposition que j'ai faite d'inciter les lycéens professionnels à effectuer leurs dernières années en alternance, pour profiter également de la pédagogie des centres de formation d'apprentis et de la formation en entreprise. »

Elle fixe également quatre objectifs :

« Je vous demande donc de concentrer votre réflexion sur quatre objectifs prioritaires :

- orienter de manière efficace la formation professionnelle vers ceux qui en ont le plus besoin, et notamment les demandeurs d'emploi ;
- inciter les entreprises à mieux former leurs salariés en y consacrant les fonds adéquats et en renforçant la place de la négociation collective ;
- développer la formation professionnelle comme outil de promotion sociale ;
- créer les conditions d'une meilleure adéquation entre l'enseignement professionnel et les réalités du monde économique. »

Pour atteindre ces quatre objectifs Gérard Larcher « propose de relever **trois défis** :

- **Celui des jeunes sans qualification** : 160 000 jeunes sans formation « décrochent » chaque année du système scolaire. Sans méconnaître les progrès réalisés par les plates-formes de rattrapage mises en place par l'Education nationale en faveur de 58 000 jeunes, je crois indispensable d'ouvrir de nouveaux horizons par la mise en place d'un « **Pacte de Réussite Professionnelle** », fondé sur la qualification et la certification.

- **Celui de l'accès des demandeurs d'emploi à la formation**, avec la mise en place d'un « **Contrat Formation Emploi** », qui permet aux demandeurs d'emploi, ceux qui en ont besoin, une période de formation vers des métiers correspondant aux perspectives d'emplois. La formation doit être un outil pour développer une meilleure gestion de l'emploi.

- **Celui de la compétence facteur de compétitivité des entreprises**, **il faut** replacer la formation dans les entreprises sur ses vrais enjeux : c'est un investissement avant d'être une dépense. **Il faut** qu'elle fasse l'objet d'une prise en charge collective au sein des entreprises pour développer une « culture de la formation ». »

L'avant propos dédouane le système de formation et amorce une politique :

« Ce n'est pas la formation qui crée l'emploi. Mais sans formation aujourd'hui il est clair qu'il est très difficile d'accéder à l'emploi. »

« **Il faut** en effet passer d'une gestion du chômage à une gestion dynamique de l'emploi. »

Mais à aucun moment au long des 26 propositions on ne convoque les employeurs, pourtant parties prenantes-clé pour l'emploi et la compétitivité ; les propositions sont détaillées en un feu d'artifice de sous-propositions exprimées le plus souvent sous forme de vœux : plus d'une soixantaine de « il faut... », « ...doit... », qui devient « ...devrai(en)t... » quand les suggestions s'adressent aux entreprises ou aux financeurs...

L'injonction la plus forte concerne les demandeurs d'emploi (proposition n° 15).

Ce qui est frappant dans l'ensemble du rapport, c'est, dans le contexte actuel d'orientation et de formation professionnelle tout au long de la vie, le contraste ou les télescopes entre les propositions qui concernent la formation continue et celles qui concernent la formation initiale sur lesquelles nous nous pencherons plus particulièrement.

Dans le rapport, le terme formation désigne le plus souvent la formation professionnelle, et plus particulièrement la formation continue ; les analyses et les propositions qui portent majoritairement sur des aspects réglementaires et organisationnels témoignent de la connaissance du contexte de l'ancien ministre délégué à l'Emploi, au Travail et à l'Insertion professionnelle des jeunes.

Il en est tout autrement pour ce qui est de la formation initiale pour laquelle les consultations ont été très réduites ; Gérard Larcher s'appuie donc sur des idées reçues ou des prémices fausses ou incomplètes.

*« 8 jeunes sur 10 qui s'engagent dans les formations en alternance trouvent à l'issue de leurs études un emploi »*

Avec 25 % de taux de rupture, c'est arithmétiquement impossible ; ce taux s'applique non pas aux entrants, mais aux sortants. *voir les études du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ)*

*« 160 000 jeunes sans formation « décrochent » chaque année du système scolaire »*

Alors qu'on en est à la 3ème vague de suivi des « décrocheurs », le ministère de l'éducation n'a pas encore publié d'informations sur les résultats de ce suivi.

Depuis près d'un an, les directeurs de CIO impliqués dans les plates formes consacrent une grande part de leur énergie à « fiabiliser » les listes ; en effet, les listes de départ sont celles d'élèves qui ne figurent plus sur la base-élèves de l'établissement d'origine, et la rigueur informatique ne permet pas d'apparier des Laëtitia avec ou sans leur tréma ; il apparaît ainsi que schématiquement sur l'ensemble des listes, un quart des jeunes ont un diplôme, un quart sont inscrits comme étudiant, lycéen, apprenti, stagiaire de la formation professionnelle..., un quart sont à la recherche d'un emploi ou d'un apprentissage, un quart sont en réelle difficulté, mais la plupart sont déjà suivis par le CIO ou la mission locale.

Les disparus des bases sont des décrocheurs virtuels, et les vrais jeunes en difficulté sont loin d'être des perdus de vue ; le nouveau système de suivi met en évidence que les suivis qui existent depuis 30 ans sont assez efficaces, ce qui va à contre courant des annonces et des critiques qui concernent le système éducatif.

*« Mettre en place un plan pluriannuel de réduction du nombre de jeunes sortant du système scolaire sans diplôme ni qualification »*

Il ne pourrait s'agir que d'un « nouveau » plan, après les plans « 50 000 jeunes » des années 70, du DIJEN (dispositif d'insertion des jeunes de l'éducation nationale) des années 80, de la MIJEN (mission d'insertion des jeunes de l'éducation nationale), puis de la MGI (mission générale d'insertion) des années 90 encore en vigueur, dans la formation initiale, ou les plans PAQUE des années 80, TRACE des années 90, PLIE, CIVIS encore en vigueur pour les jeunes suivis par les mission locales.

L'ensemble de ces plans, accompagnés ou non de moyens supplémentaires selon les périodes, la prévention des sorties prématurées du système éducatif ont permis au cours des dernières décennies de réduire de 25% à moins de 10 % les jeunes sortants sans diplôme, certains ayant entamé mais pas achevé ou validé une formation professionnelle.

*« Installer au moins une « Cité des Métiers » dans chaque région et lui confier l'animation des structures labellisées SPO dans le cadre d'un plan de développement signé entre le Préfet, le Recteur, le Président du Conseil Régional et les partenaires sociaux. »*

La logique même du SPO prévoit plutôt de veiller à une répartition des "animateurs" ou des "têtes de réseau" qui respecte la diversité de structures. En Aquitaine, la négociation a porté là dessus et on trouve comme "animateurs" des directeurs de CIO, de Missions locales, d'agences de pôle emploi, etc. La formule des cités des métiers représente plus un lieu qu'un organisme. Par ailleurs, il faudrait avoir une évaluation de la part des intervenants et des usagers sur ces cités des métiers ; cela existe t il quelque part ?

*« Mettre en place sur tout le territoire des outils communs et partagés entre tous les prescripteurs pour faciliter l'orientation vers la formation. »*

Qui est prescripteur, de quoi, et pour qui ? Si Pôle emploi prescrit des mesures d'accompagnement à des organismes de formation au profit de certains demandeurs d'emploi, les CIO ne sont pas des prescripteurs. Est ce pris en compte ou sommes nous dans un vaste mélange de structures ?

*« Mettre en place dans chaque territoire des « plates-formes multifonctionnelles » réunissant les services d'orientation, de bilans de compétence, de validation des acquis de l'expérience, de formations aux compétences - clés (savoirs de base). Ces plates-formes auront pour objet d'aider les demandeurs d'emploi à formaliser leur projet de formation et de lever les obstacles matériels qui freinent l'entrée en formation (mobilité, hébergement...). »*

Le délégué à l'information et à l'orientation (DIO) en personne a reconnu que la notion de guichet unique n'était pas pertinente. En fait, ces plates formes ne sont pas autre chose.

Par ailleurs, les COPsy dans (on ne le regrette pas...). Mais,

Il est bien indiqué que ces plates formes doivent associer les "services d'orientation"... Qu'est ce que cela signifie ? Un concept *personnifié* (« Ces plates-formes auront pour objet d'aider les demandeurs d'emploi ») ne répond pas aux besoins du public qui attend une prestation *incarnée* : conseillers d'orientation psychologues, conseillers à l'emploi, correspondants jeunes... ne sont pas mentionnés ; si ces derniers peuvent être contactés facilement, il n'en est pas de même pour des opérateurs bilan ou des formateurs, fusse aux compétences de base, qui déontologiquement ne peuvent pas recourir à l'auto-prescription d'autant que les financeurs acceptent rarement de laisser des droits de tirage.

Le SPO repose au contraire sur une logique d'association de différents services qui se concertent et communiquent en permanence pour que l'utilisateur soit le plus rapidement aiguillé et renseigné. Dans le SPO, le risque du guichet unique est écarté (au moins dans les intentions).

*« Mettre en place un « Contrat Formation Emploi » (CFE) liant le demandeur d'emploi et Pôle emploi pour la mise en oeuvre d'une formation correspondant à des emplois disponibles ou des potentialités d'emplois »*

Il s'agit d'une n-ième injonction paradoxale : le demandeur et le médiateur sont liés, mais il manque le 3<sup>ème</sup> larron : l'entreprise ; la mise en place du CFE pourrait être l'occasion de pousser à la multiplication des GEIQ (groupements des employeurs pour l'insertion et la qualification).

*« Revoir les conditions d'affectation des fonds libres du quota et les conditions d'affectation des fonds du hors-quota afin de les répartir sur les formations par apprentissage de niveaux IV et V. »*

Les établissements de formation professionnelle initiale, ainsi que « les services auxiliaires de la formation » comme les CIO sont eux-aussi éligibles à la taxe d'apprentissage ; s'agit-il de déshabiller Pierre pour habiller Paul ? Et pourquoi privilégier les niveaux V et IV ?

*« Quand viendra le moment de l'action, la loi de 2007 devra naturellement s'appliquer pour donner toutes ses chances au dialogue social. »*

Constat sévère ? Regret ? Venons-nous de vivre 5 ans d'inaction et d'absence de dialogue social ?

« La formation professionnelle représente un investissement global (plus qu'une dépense) en constante progression. Il était de 31,3 Mds € en 2009, soit 1,6 % du Produit intérieur brut (PIB). Cette somme regroupe cependant des dépenses de nature très différente (dépenses de l'Etat et des fonctions publiques, les collectivités territoriales, en premier lieu les régions, les entreprises et les ménages) <sup>(3)</sup>, qui visent des objectifs distincts et ne peuvent être confondus. Mais il importe de noter que des financements existent pour la formation professionnelle. Il faut en rechercher une plus grande efficience.

(3) Sur le plan économique, les sommes recouvrent des sous ensembles de dépenses- publiques et privées - tout à fait distincts :

- La formation des actifs salariés : 13,2 Mds€
- Les crédits qui financent l'apprentissage, les contrats de professionnalisation et les accompagnements des jeunes : 7,9 Mds €
- La formation des agents publics : 6,02 Mds €
- La formation des demandeurs d'emploi : 3,83Mds€
- L'effort des ménages : 1,1 Md€

Au total, les sources de ces financements se répartissent ainsi :

- Entreprises : 41% de la dépense
- Fonction publique au titre d'employeur : 19%
- Collectivités publiques : 16%
- Ménages : 4% 10 »

Un des freins provient du fait que chaque financeur fixe son cahier des charges avec des conditions d'éligibilité et parfois d'exclusivité ; dans les zones rurales, où un effectif suffisant est rarement atteint, des actions de 15 stagiaires homogènes ne peuvent pas avoir lieu, et les candidats ne sont pas formés, les entreprises en pâtissent ; des conditions moins restrictives favoriseraient un mixage des publics : élèves, apprentis, stagiaires de la formation professionnelle, demandeurs d'emploi, salariés, sans saturation instantanée du marché de l'emploi.

Cet aspect est évoqué dans l'alinéa 24 :

« La valorisation de la formation par alternance et de l'apprentissage sous statut scolaire ou dans le cadre d'un contrat de travail mobilise désormais tous les acteurs de la formation initiale et continue en lien avec les branches professionnelles et les entreprises. Les CFA publics, consulaires et privés, notamment ceux des branches, jouent un rôle majeur. Bien entendu, les lycées professionnels comme les lycées de l'enseignement agricole, publics et privés, concourent également à la formation professionnelle mais leurs filières doivent mieux s'adapter aux besoins évolutifs des entreprises. Les lycées des métiers créés ces dernières années doivent poursuivre leur développement car ils valorisent l'image des professions et offrent des passerelles possibles entre les niveaux de formation. Toutes ces formations technologiques et professionnelles devraient intégrer systématiquement une dimension d'ouverture internationale par des échanges et périodes de stages plus fréquents, à commencer par les pays européens. C'est indispensable. »

« Dans les territoires et bassins d'emplois, toutes les instances concernées à divers titres par l'orientation et l'emploi : l'Education nationale, les Régions, Pôle emploi, Missions locales et services territoriaux de l'Etat, mieux coordonnés, sont en train de s'organiser pour renforcer leurs interventions en étroite relation avec les entreprises. Il existe toutefois encore trop de dispersion, de méconnaissance mutuelle, de cloisonnement et pas assez de mise en synergie pour que ces structures soient non seulement opérationnelles mais visibles et reconnues dans un territoire donné. Les 22 premiers réseaux labellisés du Service Public de l'Orientation vont dans le bon sens. Mais il s'agit d'aller au-delà en créant de véritables plates-formes à l'instar des « Cités des Métiers ». »

Le constat encourageant de la mise en réseaux et de l'amélioration du partenariat débouche sur une proposition qui témoigne de l'influence des promoteurs d'un modèle de « lieu unique » du type « tout sous le même toit », qui, sous couvert de rapprochement des acteurs les éloigne des usagers.

## « LE DROIT A L'ORIENTATION DEMEURE DEFAILLANT »

Dans un souci de parité, c'est aux Femmes savantes de Molière que l'ANDCIO fait appel pour répondre : Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage.

Rage 1 : « Chaque année, et ce chiffre reste stable, plus de 160 000 jeunes quittent l'école sans diplôme ni qualification ni suivi. »

Voir plus haut le commentaire de cette affirmation déjà exprimée dans l'avant-propos ; l'ajout ici de l'expression « ni suivi » témoigne de la méconnaissance des actions conduites par les chefs d'établissement et les personnels des CIO ; ce n'est pas parce qu'on ne connaît pas quelque chose que cette chose n'existe pas.

Rages 2, 3 et 4 : « L'orientation se fait trop souvent par défaut et non en fonction du choix du projet personnel progressivement construit par le jeune en fonction de ses potentialités et capacités, aptitudes et goûts conjugués à une connaissance des métiers. Les dispositifs qui permettent aux jeunes collégiens de bénéficier des informations sur les métiers (rencontres avec les entreprises organisées par les équipes éducatives, modules d'alternance, ateliers de découvertes des métiers et des formations, dispositifs d'insertion aux métiers en alternance (DIMA), classes-métiers... doivent se développer en liens étroits avec les réalités économiques. Les formations en apprentissage et par alternance ouvrent sur des emplois et sont des voies de réussite. »

La première affirmation est purement gratuite.

Les « liens étroits avec les réalités économiques » constituent-ils un euphémisme pour inciter à informer les élèves dans une optique adéquationniste ?

Toute formation adaptée aux caractéristiques des personnes formées favorise leur réussite et leur insertion ; voir aussi plus haut la réalité des taux d'insertion des apprentis.

Rage 5 : « La description des métiers, telle que la mission a pu en prendre connaissance dans des fiches d'information pour les jeunes, est inadéquate et ne donne pas aux jeunes tous les éléments d'appréciation. »

Les fiches-métiers incriminées correspondent parfaitement aux objectifs pédagogiques de la « découverte professionnelle » en 3<sup>ème</sup> pour laquelle elles ont été conçues. Leur utilisation s'inscrit dans un processus complet d'éducation à l'orientation de la 5<sup>ème</sup> à la terminale.

Rage 6 : « L'illettrisme chez les jeunes est un des facteurs majeurs de l'échec de l'orientation. Les apprentissages de la lecture, de l'écriture et du calcul sont fondamentaux, pour construire ultérieurement une double formation initiale et professionnelle. Les élèves sortant du système scolaire sans diplôme et sans qualification sont ceux qui étaient bien souvent dès leur plus jeune âge en échec scolaire tout particulièrement dans les classes de grande section de maternelle, cours préparatoire et cours élémentaire 1ère année sachant que 15 à 20% des écoliers arrivant au collège rencontrent des difficultés de lecture. La lutte contre l'illettrisme doit bien être la première priorité de la nation en matière de formation. »

Nous n'entamerons pas ici un débat sur l'illettrisme qui, en fait, s'installe progressivement chez les adultes dont les opportunités de communication sont pauvres, mais nous savons que plus de la moitié des illettrés, surtout les hommes, ont un emploi ; certaines fédérations professionnelles ont pris des initiatives pour former leurs salariés aux « compétences de base ».

Le rapport ne donne pas les références d'une étude de suivi portant sur les grands de maternelle ; l'expression « bien souvent » donne plutôt un caractère d'opinion à cette affirmation ; nous disposons par contre d'une étude sur 10 ans du devenir en fonction des résultats à l'évaluation CM2/6ème qui montre qu'après l'entrée au collège rien n'est perdu.



Viennent maintenant des propositions qui ont toutes chances d'aboutir, puisqu'elles portent sur ce qui existe déjà.

*« La démarche pédagogique de l'orientation doit être portée par toutes les disciplines enseignées de la fin de l'école primaire au lycée et l'université. L'orientation est obligatoirement une activité transversale : tous les enseignants, tous les acteurs et responsables d'instruction et d'éducation, les branches professionnelles, les entreprises s'avèrent concernés, sans négliger le rôle premier des parents. L'orientation n'est-elle pas en définitive l'acte éducatif et pédagogique majeur qui donne un sens à la construction des savoirs qui fondent l'appétence future à un métier, à une profession ? »*

Ce sont les préconisations de la circulaire du 11 juillet 2008 sur le PDMF (Parcours de Découverte des Métiers et des Formations)

*« Une orientation choisie et non subie est un devoir que nous devons à tous les jeunes. »*

C'était déjà le maître-mot de la loi d'orientation de 1989 : *« Le jeune construit son orientation au lieu de la subir. »*, repris dans les textes plus récents :

- *« Avoir conscience de l'influence des autres sur ses valeurs et ses choix », « Savoir construire son opinion personnelle »* (socle commun de connaissances et de compétences, 2006)

- Axe d'action 1 : *Favoriser l'acquisition de la capacité à s'orienter tout au long de la vie* (Résolution du Conseil de l'Union Européenne sur : "Mieux inclure l'orientation tout au long de la vie dans les stratégies d'éducation et de formation tout au long de la vie", 2008)

- Art. 4 : *« [...] droit à être informé, conseillé et accompagné en matière d'orientation professionnelle, au titre du droit à l'éducation [...] »* (loi relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie, 2009)

*« Mais ce droit à l'orientation doit aussi être effectif pour les adultes qui de plus en plus veulent être acteurs de leur devenir professionnel. »*

C'est tout l'objet de la loi relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie de 2009, dont certains des termes sont inscrits à la fois dans le code de l'éducation et le code du travail, afin de faire bénéficier aux adultes des mêmes prestations dont bénéficient actuellement les élèves.

On peut préciser ici que plus de la moitié des CIO sont impliqués, via les GRETA dans les centres interinstitutionnels de bilans de compétences (CIBC).

*« Enfin, la question de l'information fournie aux entreprises et aux salariés apparaît comme un enjeu majeur. En effet, la multiplicité des dispositifs, chacun avec des règles d'éligibilité différentes (congé individuel de formation, droit individuel à la formation, période de professionnalisation, bilan de compétences, VAE, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation...) ne facilite pas la compréhension des ressources du système. »*

Pour le coup, les structures d'accueil ne sont pour rien dans l'inflation des annonces ministérielles...

« UNE PRIORITE NATIONALE : UNE FORMATION QUALIFIANTE POUR TOUS LES JEUNES, LE PACTE DE REUSSITE PROFESSIONNELLE »

« Les dispositifs à mettre en place pour faciliter l'accès à un premier emploi ne doivent pas reproduire des démarches par trop scolaires et trop académiques. L'innovation pédagogique est ici la condition première de réussite. La « pédagogie du détour » s'impose donc tout naturellement. »

L'accès à un premier emploi n'a jamais rien eu de scolaire ni d'académique ; pour accéder à un emploi, il suffit de signer un contrat de travail.

Le rapporteur fait sans doute allusion aux mesures dites « en faveur » de l'emploi, qui sont en réalité des mesures « faute d' » emploi, auquel cas leur caractère scolaire ou académique est indifférent ; déjà dans les années 1980, un responsable de PAIO ou de mission locale disposait d'un cumul de 9 ans de mesures permettant à un « 16-18 ans », puis à un « 18-21 ans » et au delà d'attendre un hypothétique emploi.

On parle depuis de mesures en faveur des « 16-25 ans », ce ne sont donc ni l'école, ni l'académie qui *détournent* les jeunes de l'emploi.

« Il est proposé d'adopter un plan visant à réduire très significativement le nombre de jeunes qui sortent de l'école sans qualification ni diplôme. Cet objectif volontariste suppose que :

- l'Education nationale développe en amont toutes les démarches systématiques d'aide et de soutien durant le cursus scolaire. Il y a encore bien des progrès à faire tout spécialement au sein de l'école primaire. L'accompagnement des élèves qui doivent surmonter des difficultés en classe suppose de recentrer l'action pédagogique sur les apprentissages fondamentaux et la maîtrise des valeurs universelles, humanistes et républicaines qui sont les meilleurs outils pour réussir leur formation initiale puis professionnelle, »

Voilà des propos difficilement compréhensibles directement par les enfants concernés, d'autant que les acteurs chargés de transmettre les valeurs évoquées n'existent plus du fait de la suppression des RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté)...

« - l'action en faveur d'une orientation professionnelle plus en lien avec le monde économique, ouverte à tous et tout au long de la vie soit renforcée ; la mise en oeuvre du SPO doit être poursuivie. Il s'agit désormais de créer de véritables plates-formes de l'orientation à l'instar des « Cités des Métiers », lieux uniques qui émergent peu à peu dans les départements et les régions. Ils favorisent la connaissance des métiers, de leurs évolutions et des besoins économiques. Une « Cité des Métiers » par région aurait en charge l'animation concrète des lieux labellisés au titre du SPO, la fourniture de ressources, l'élaboration de pratiques professionnelles communes à l'ensemble des structures. Il va de soi que les CIO doivent prendre place sur ces plates-formes, leur présence et leur engagement participeront alors activement à la délivrance de l'information et de l'orientation des jeunes. »

Si un contenant du type évoqué constituait un idéal, il y en aurait plus que 17 en France et 12 autres dans le monde, car il s'agit bien d'un contenant, qui tire sa plus value des services qu'il héberge.

Dès 2010, l'ANDCIO s'étonnait, dans l'état d'alors du projet de décret sur la labellisation, qu'on envisage de labelliser un « lieu unique », c'est-à-dire des murs, plutôt que les services qui vont y assurer des permanences ; le réalisme des autorités a opté pour une définition opérationnelle et incarnée de ce lieu sous forme de réseaux territoriaux de partenaires.

L'engagement, la participation active des CIO à la délivrance de l'information et de l'orientation des jeunes (et des moins jeunes) se manifeste dans la présence de leurs personnels à moins de 15 km des usagers, dans les CIO ou dans les établissements scolaires lors de leurs permanences. Ils n'ont pas vocation à être des faire-valoir.

Pour promouvoir un lieu unique, il faut trouver un porteur financier, ce qui en ces temps ne pénurie ne semble pas proche. Pour l'heure le développement du partenariat, souvent existant de longue date n'occasionne aucun surcoût.

Rassembler des centaines d'acteurs dans un chef lieu régional laisse espérer une baisse du prix des carburants pour les intervenants et une organisation optimisée des transports publics pour les jeunes usagers ou l'instauration d'une RTT parentale.

Supposons les problèmes matériels résolus, sur quelle autorité institutionnelle et surtout sur quelles compétences pédagogiques s'appuierait une telle entité vis-à-vis de l'ensemble des acteurs pour organiser l'acquisition de la capacité des citoyens à s'orienter tout au long de la vie, depuis l'école jusqu'à l'université du 3ème âge ?

*« Par ailleurs, pour fédérer les initiatives et assurer une plus grande cohérence à la politique d'orientation professionnelle, il est proposé que le label SPO soit délivré conjointement par le Préfet de région et le Président du Conseil Régional. »*

Il faudra pour cela hybrider deux notions qui donneront naissance au concept de « déconcentration ».

*« Placé sous le pilotage des Régions, en lien étroit avec les Rectorats, il s'agirait de créer plus de coordination et de synergie autour de l'objectif d'inscrire rapidement tous les jeunes, à partir de leur inscription à Pôle emploi ou dans une Mission locale, dans une formation qualifiante et certifiante ou un contrat de travail en alternance. Les financements existants mieux orientés et plus ciblés sur cet objectif devraient être suffisants, notamment pour l'apprentissage avec la réorientation de la taxe que je souhaite voir affecter prioritairement sur les niveaux IV et V. »*

Avant la petite phrase-refrain sur l'apprentissage aux niveaux V et IV, on peut s'interroger sur le rôle attendu des rectorats ; chaque citoyen étant responsable de lui-même, du moins les valeurs invoquées précédemment devant l'y amener, ce sont deux individus, un candidat et un organisme de formation ou un candidat et un employeur qui signent ou non un contrat, une tierce partie ne peut pas inscrire rapidement tous les jeunes dans ces processus !

*« S'agissant d'une priorité nationale engageant les pouvoirs publics, le service public de l'emploi, l'AFPA, ainsi que le réseau des GRETA devraient être fortement mobilisés, dans un cadre juridique qui permette souplesse et réactivité. »*

*« La mission a pu relever l'inquiétude de nombreux acteurs au regard des difficultés que rencontre l'AFPA. Les atouts de l'AFPA sont importants (expérience pédagogique, qualité de plateaux techniques, capacité d'hébergement et de restauration); c'est pourquoi elle doit être l'un des acteurs de cette mobilisation en faveur de la qualification de tous les jeunes »*

Depuis trois ans pour l'AFPA, et depuis deux ans pour les GRETA, une succession de propositions inabouties affaiblissent ces deux fleurons de la formation continue.

*Proposition n°8 : Mettre en place un plan pluriannuel de réduction du nombre de jeunes sortant du système scolaire sans diplôme ni qualification.*

Voir plus haut, cela existe depuis plus de 30 ans.

*Proposition n°9 : Créer un « Pacte de Réussite Professionnelle » (PRP) autour d'une offre de formation qualifiante et certifiante pour les jeunes sans qualification en coordonnant les dispositifs existants et en assurant un maillage territorial. Le PRP sera proposé par les Missions locales et Pôle emploi et piloté par les Régions.*

On manque de détails pour apprécier les avantages par rapport au CIVIS (contrat d'insertion dans la vie sociale) par exemple.

Par ailleurs la création d'une mesure ne forcera pas une frange de personnes réfractaires à la formation à changer de point de vue ; une étude sur l'entrée en formation tardive pour des personnes n'ayant pas eu une première formation professionnelle a mis en évidence une acceptation, mais dans des proportions modestes (CEREQ). Les autres n'ont d'objectif que de s'impliquer dans un travail.

*« Pour les jeunes, notamment sans qualification, la formation doit permettre de construire un projet professionnel ouvert sur des perspectives d'emploi ou d'accéder à un premier emploi. »*

*« Ces impératifs se conjuguent donc de manière différente et doivent viser des objectifs individualisés et centrés sur les emplois disponibles afin de permettre une entrée ou une progression rapide dans l'emploi. Les parcours à construire doivent s'appuyer sur la maîtrise des savoirs de base, l'orientation professionnelle, l'évaluation des compétences, l'acquisition de savoirs professionnels. L'envie du salarié ou du demandeur d'emploi étant une condition essentielle du succès, l'entrée en formation autour d'un projet professionnel partagé doit être possible dans les meilleurs délais. »*

Le rapport n'indique hélas pas comment créer 3 000 000 d'emplois.



« L'organisation actuelle du dispositif d'orientation vers la formation, la dispersion de ses moyens, tout comme le nombre de demandeurs d'emploi que doit accompagner aujourd'hui un conseiller de Pôle emploi ne permettent pas suffisamment ce travail de mobilisation sur la formation. »

« Il conviendrait d'organiser des « plates-formes multifonctionnelles » qui associeraient par bassin d'emploi ou regroupement de bassins des services d'orientation, de bilans de compétence, validation des acquis de l'expérience, de formations aux savoirs de base. Elles auraient pour objectif d'aider à lever les obstacles matériels qui freinent l'entrée en formation (mobilité, hébergement...) et plus largement d'accompagner le demandeur d'emploi pour formaliser un projet cohérent avec les atouts et les contraintes des personnes et du marché de l'emploi. »

« Ces plates-formes seraient particulièrement adaptées aux projets de reconversion, en particulier des seniors. »

« Les personnels de l'orientation de Pôle emploi (ex-conseillers psychologues de l'AFPA) pourraient, aux côtés de conseillers des Missions locales et des « Caps emploi » notamment, retrouver une fonction dont un certain nombre d'interlocuteurs regrettent qu'elle ait disparu. »

« Le financement de ces plates-formes serait assuré par la réorientation de crédits déjà mis en place par les Régions, Pôle emploi et l'Etat auprès de leurs prestataires. »

Sur le fond, l'orientation professionnelle ne concerne pas que les demandeurs d'emploi, elle concerne aussi les salariés, les mères de famille désirant reprendre un emploi, et elle fait partie intégrante de l'orientation scolaire et professionnelle des élèves.

Ce qui est proposé ici reprend ce qui existe déjà et qui est censé intégrer le SPO ou y être associé (CIBC, organismes de formation...), mais quelle que soit l'architecture retenue les structures citées sont déjà occupées à prendre en charge les demandeurs d'emploi dans la limite de leurs missions, de leurs personnels ou des crédits qui leur sont alloués, et les effectifs à prendre en charge par agent ne seront en rien modifiées !

« Si l'évaluation de la loi de 2009 n'est pas encore à l'ordre du jour puisque sa mise en oeuvre **s'achève seulement**, il est d'ores et déjà clair qu'elle n'agira pas ou trop insuffisamment sur des questions essentielles. Les pouvoirs publics ont donc le devoir de le dire et de proposer au plus vite des voies significatives de progrès. »

Cette rédaction peut être conservée pour rassurer le commanditaire du rapport, les acteurs du terrain savent que la mise en œuvre de la loi de 2009 **commence seulement**.

« Il faut clarifier les rôles, fonctions et interventions à 3 niveaux :

- le niveau national où se définissent les grandes priorités et où se conçoivent les politiques à partir de l'anticipation des évolutions du marché de l'emploi, des métiers et des qualifications,
- le niveau régional où se réalise le pilotage des politiques de formation professionnelle et où se coordonnent les priorités définies par les financeurs,
- le bassin d'emploi où se mettent en place les politiques d'emploi au niveau le plus déconcentré. »

Une définition claire et durable des missions des services, notamment ceux d'orientation de l'éducation nationale est également souhaitée par l'ANDCIO ; l'identité est une condition indispensable à la construction d'un partenariat confiant, et une garantie de compétence vis-à-vis de l'utilisateur.

« A l'heure actuelle, la France ne dispose pas d'un outil d'observation et de prévisions des évolutions économiques suffisamment performant; les besoins à court, moyen et long terme demeurent mal connus. »

Alors pourquoi laisse-t-on dire que ce sont les services d'orientation, de formation, d'emploi qui sont responsables des quelques offres d'emploi non pourvues, voire de l'ensemble du chômage ?

« La promotion des formations en alternance est saluée de toute part. Toutefois, l'augmentation des effectifs envisagée pour les contrats en alternance va être très vite confrontée à une question de financement :

- la taxe d'apprentissage est assise sur la masse salariale, or celle-ci stagne ;
- le contexte budgétaire des régions, financeurs des CFA, ne laisse pas envisager une évolution positive de la prise en charge de ces formations. »

« Dans ce contexte, augmenter le nombre d'apprentis implique donc de revoir l'affectation de la taxe d'apprentissage. »

Voir plus haut les commentaires précédents sur les mêmes thèmes.

### **Pour aller plus loin :**

Pourquoi dans une situation financière contrainte telle que rappelée dans le rapport, s'impose-t-on la création d'une structure spécifique, une par région, qui devra ex-nihilo coordonner des structures labellisées SPO ?

L'organisation de l'orientation en France a une histoire sur laquelle on peut s'appuyer. On pourra utilement consulter sur notre site « L'orientation, plus d'un siècle d'histoire » : (<http://www.andcio.org/spip.php?article159>).

La structuration des CIO est bien suffisante pour repenser la question en 2012 pourvu qu'on se donne la peine de restructurer positivement le réseau (seul réseau couvrant tout le territoire dont la vocation est bien l'orientation).

L'organisation régionale de ce réseau peut tout à fait être repensée autour d'un établissement public à l'image par exemple des CREPS.

Si l'ANDCIO peut effectivement apprécier la volonté de mailler les différents réseaux autour de la notion de SPO, elle constate sur le terrain la nécessité absolue de reconnaître chaque structure dans sa spécificité et son organisation afin de penser les liaisons entre chaque structure intervenant sur le champ de l'orientation.

Là où l'on sait prendre le temps d'établir les liens entre les divers organismes de terrain et où l'on respecte les spécificités de chacun la démarche entraîne de réels bénéfices pour les usagers (l'exemple de la Bretagne est un exemple connu maintenant avec une mise en oeuvre qui a commencé dès 2005).

Là où l'on veut imposer un modèle théorique sans prendre en compte les réalités de terrain et en précipitant les démarches, on entraîne immédiatement des réactions de rejet des structures qui entraînent un moins disant pour les usagers.

En ce qui concerne les CIO, ils peuvent jouer un rôle moteur dans bien des régions à condition de leur donner la structure administrative et la capacité de gestion financière qui convient à la mise en place d'un réel droit à l'orientation.

Les nouvelles « plates-formes multifonctionnelles » en disposeraient-elles ? Pourquoi une structure montée de toute pièce, sans histoire longue, sans appareil de formation, sans implantation sur le long terme réussirait-elle l'exercice complexe de coordination ? Et comment ? L'artificialité de la démarche dans sa généralisation suscite bien des inquiétudes.

Les CIO connaissent les terrains dans lesquels ils agissent depuis bien longtemps. Ils peuvent conduire les changements attendus à condition d'être structurés de manière ad hoc. Ce changement entraîne une nécessité majeure, celle de concevoir des conventions pluripartites état / collectivités locales qui pourraient prendre la forme d'un établissement public associant les rectorats, les régions et les départements à leur gestion tant politique que financière.

*Le CA de l'ANDCIO*